



DOSSIER
**VILLES ET
TERRITOIRES
DURABLES EN
AFRIQUE**

ALAIN MABANCKOU

« L'âme d'une ville
est du côté de l'Art »

INFOGRAPHIE

Villes et
communautés durables

TÉMOIGNAGES

en Bretagne

SOMMAIRE



« L'âme d'une ville est du côté de l'Art »

Alain Mabanckou

P.6



Villes et territoires durables en Afrique

Dossier

P.8



Villes et communautés durables

Infographie

P.18



TÉMOIGNAGES
en Bretagne

P.22



Makers Nord Sud
contre le Covid-19

Article

P.23

REVUE DU RÉSEAU N°01 - VILLES ET TERRITOIRES DURABLES EN AFRIQUE

Comité de rédaction Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Horizons Solidaires • **Contributeurs** Michèle Casu, Patrick Chevalier, Armelle Choplin, Cités Unies France, Xavier Crépin, Manuel de Lima, Philippe Dhaussy, Antoine Horrelou, Christian Jarrin, Pierre-Yves Le Chat, Martin Lozivit, Alain Mabanckou, Gilles Maréchal, Ludovic Merlière, Marine Rouleaud, Eveline Sawadogo Compaoré, Prosper Sawadogo, Sonia Scolan, Soungalo Soulama, La Voûte Nubienne • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Remerciements** Alain Mabanckou, Xavier Crépin • **Elaboration de la revue** Equipes de Centraider, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Pays de la Loire Coopération Internationale, Lianes Coopération, Horizons Solidaires • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau - Centraider / Marine Rouleaud - Réseau Bretagne Solidaire • **Visuel de couverture** shutterstock.com • **Directeur de publication** Alain Diulein • **Imprimeur** Groupe IMPRIGRAPH • **ISBN** : 978-2-916688-66-4 • **Contact** Marine Rouleaud, chargée de communication / communication@bretagne-solidaire.bzh • **Réseau Bretagne Solidaire** est une association loi 1901 soutenue par la Région Bretagne et le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères • www.bretagne-solidaire.bzh





Il est de notre devoir de citoyens du Monde de rétablir un équilibre durable plus éthique et plus équitable.

La crise du Covid-19 est un révélateur dramatique de notre système. Bien que dénoncé par de nombreux acteurs du fait de l'accroissement des inégalités, ce système a creusé le lit des crises multiples qui secouent la planète. La crise sanitaire Covid-19 a laissé tous les gouvernements fébriles dans sa gestion. Il montre d'une façon flagrante que les choix économiques et politiques, prédominants depuis plusieurs décennies, laissant de côté les populations fragilisées au nord comme au sud doivent changer d'orientation pour que les Droits Humains Universels, ne soient pas de vains mots.

Sans aucun mot d'ordre politique, la solidarité s'est exprimée en France de diverses manières, en Europe et au-delà, d'État à État et de citoyens à citoyens. Au-delà de toute notion descendante, de dons, d'action humanitaire, la solidarité c'est l'intégration du fait que nous vivons tous sur la même planète, que le système crée des inégalités et qu'il est de notre devoir de citoyens du Monde de rétablir à notre mesure un équilibre durable plus éthique et plus équitable, non par compassion, mais par fraternité et dans l'intérêt de toutes et tous.

À l'heure où ce texte est publié, Europe, États-Unis, Chine, l'hémisphère Nord dans son ensemble devrait être en phase de sortie de crise. Les pays de l'hémisphère Sud, touchés plus tardivement, pourraient connaître un quotidien difficile.

Au-delà de l'urgence qui est de sauver des vies sur la planète entière, et de la solidarité qui s'organise pour produire du matériel de prévention, l'enjeu est sans doute aussi que chacun puisse, au-delà de la crise, regagner sa souveraineté sur non seulement l'accès aux soins mais également la production locale de matériel et d'équipement médical. Les makers français, au sein des fablabs ou de façon totalement indépendante, ont fait l'actualité en produisant de façon massive depuis des modèles publiés en open source labellisés et entourés d'un protocole médical sécurisé.

Cette revue a été réalisée initialement dans l'esprit du Sommet Afrique-France pour les villes durables qui devait se tenir du 4 au 6 juin 2020 à Bordeaux. En raison de la crise sanitaire mondiale, cette manifestation a été reportée à une période ultérieure. Une nouvelle thématique s'impose à ce rendez-vous politique, avec évidence aujourd'hui, pour remettre les questions sanitaires et économiques au cœur du dispositif de coopération entre les territoires d'Afrique et de France.

Malgré le report du Sommet Afrique-France, nous tenions à mettre en exergue les enjeux des villes durables en Afrique pour rendre visibles les innovations africaines et leurs contributions aux Objectifs de développement durable. À travers cette revue, nous valorisons des initiatives qui émanent des sociétés civiles africaines et françaises. Vous trouverez ainsi des articles journalistiques, universitaires, des témoignages d'associations, d'entreprises et de collectivités territoriales qui illustrent les coopérations entre les territoires africains et français.

Cette revue comporte deux parties : une première, réalisée en collaboration avec nos homologues régionaux, qui permet de comprendre les enjeux globaux et les dynamiques à l'œuvre en Afrique, et une seconde partie propre à notre territoire et mettant en avant les initiatives et acteurs bretons.

Alain Diulein > Président du Réseau Bretagne Solidaire

VILLES ET TERRITOIRES DURABLES EN AFRIQUE

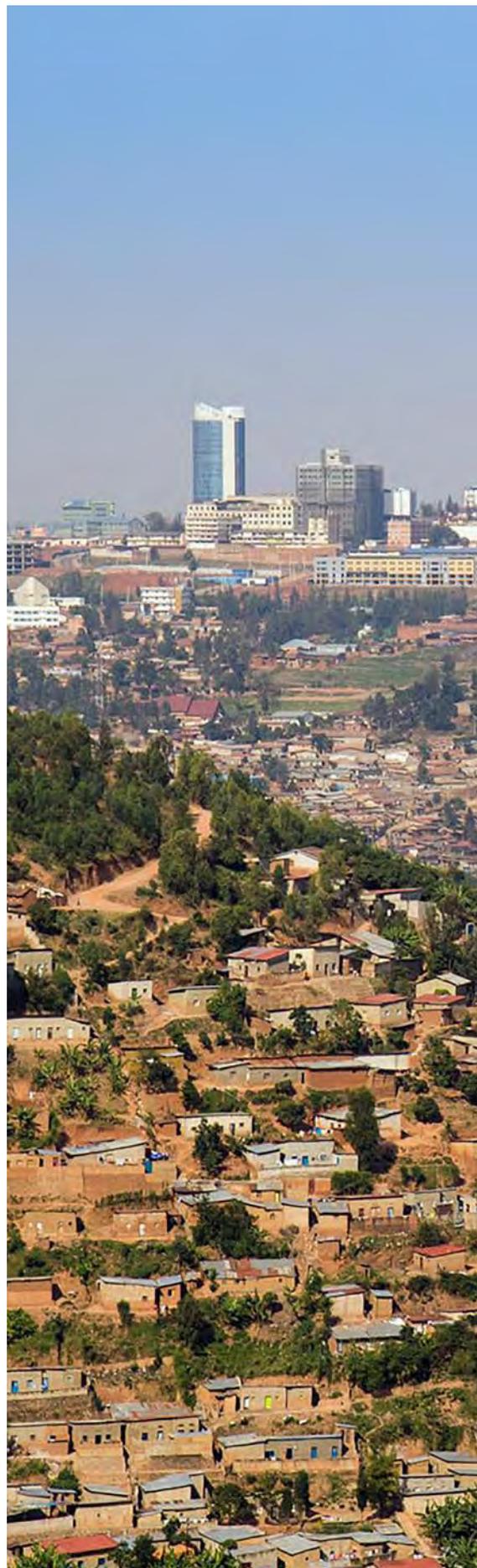


Photo : Kigali au Rwanda / Istock by Getty Images



Photo :
Les frères
Moussala



INTERVIEW

ALAIN MABANCKOU

« L'ÂME D'UNE
VILLE EST DU
CÔTÉ DE L'ART »

> Alain Mabanckou

Alain Mabanckou est un romancier, poète, né au Congo-Brazzaville en 1966. Après avoir vécu en France pendant une quinzaine d'années, il réside maintenant aux Etats-Unis où il fut d'abord invité comme écrivain en résidence en 2002. Il est professeur de « Creative Writing » et de littérature francophone à l'université du Michigan-Ann Arbor. Il est l'auteur de plusieurs romans et recueils de poèmes, ainsi que de nouvelles. Il a reçu en 1995 le prix de la Société des Poètes Français ; en 1998 le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire. Verre Cassé, roman paru au Seuil en janvier 2005, a été finaliste du prix Renaudot 2005, et Mémoires de porc-épic, paru au Seuil en 2006, a reçu le Prix Renaudot 2006.

Quels sont les enjeux des villes africaines ?

Aujourd'hui, nous voyons avec les différentes mutations urbaines qui s'opèrent, des problématiques qui s'accroissent. De temps en temps, on parle de problèmes architecturaux, de problèmes des écoulements d'eau en Afrique, de problèmes de développement urbains en général. Mais, la ville a aujourd'hui quelque chose de plus tragique : c'est l'accroissement des marginaux. Les grandes villes deviennent le lieu où l'on découvre avec désespoir ceux qui ont été marginalisés dans l'existence, que ce soient les sans-abris, les mendiants... On le voit en Europe, mais aussi de plus en plus en Afrique où la situation économique a fait que la ville, devenant plus attractive, a créé des marginaux. Pourtant, le cœur de l'Afrique demain ça sera cette ville qui ne doit pas être pensée seulement sous l'aspect occidental. Il manquerait aux villes africaines une certaine autonomie identitaire pour que n'importe quel Africain puisse ne pas regretter le sens de l'hospitalité qu'il avait dans la campagne.

Quel est votre opinion sur l'aide au développement ?

L'aide au développement pose des questions aujourd'hui, je pense qu'elle ne doit pas être une façon pour le Nord de pouvoir perpétuer la dépendance du Sud. Lorsqu'elle arrive elle ne doit pas être utilisée à d'autres fins. C'est contre le détournement de l'aide au développement que je m'insurge. Et en même temps, je ne voudrais pas que les pays africains soient tributaires de l'aide au développement, car si tous les jours on vous aide vous n'allez pas vous en sortir, il faudrait que l'on vous apprenne à pêcher au lieu de vous donner du poisson. Le moment est venu de croiser l'utopie portée par ces belles personnes avec la nécessité de vouloir fonder une autre manière de penser notre planète.

En quoi les actions culturelles et artistiques peuvent être considérées comme des solutions

au développement durable ?

Je pense que la Culture et l'art sont à la fois le sel et l'huile du développement de la ville. Une ville qui est incarnée par l'Art est une ville qui est pensée de manière artistique. L'Art donne la possibilité d'inventer le futur, de le tracer. Une ville qui inscrit l'Art dans sa substance est une ville qui est destinée non seulement à célébrer la beauté mais aussi à rendre la vie de ses habitants agréable. On a pensé le plus souvent que ce qu'il manquait à la ville c'était une âme or, l'âme d'une ville, elle, est du côté de l'Art.

D'après vous, comment faut-il représenter les Afriques en France ?

Il faut qu'une place soit accordée à l'Art africain dans les espaces d'exposition européens. Cet Art ne doit plus être vu comme étant de l'exotisme mais comme faisant partie du génie commun parce que l'Afrique au fond n'appartient pas qu'aux Africains. L'Afrique est un patrimoine universel et, à ce titre, il faut qu'elle ait sa place quel que soit le lieu où elle est représentée.

Dans quelle mesure l'éducation artistique et culturelle pourrait être contributive à l'éducation à la citoyenneté mondiale ?

L'éducation artistique contribue fortement à cette éducation mondiale parce que l'Art est un des premiers espaces de liberté. L'Art contribue à dissiper voire à effacer les frontières. Les artistes ont une certaine connivence intellectuelle et créatrice qui fait qu'ils ont l'impression d'habiter dans un même pays.

D'après vous, quel est le rôle et la place des diasporas africaines dans le milieu artistique et culturel en France ?

La diaspora africaine transporte en quelque sorte le génie artistique de l'Afrique à l'extérieur. C'est par la diaspora qu'on mesure la vitalité créatrice d'un continent. Si je pou-

”

Il nous faut des gens qui pensent la ville et il nous faut des gens qui soient heureux d'habiter dans la ville qu'on a pensée pour eux.

vais la caractériser elle serait une galerie mobile d'exposition d'art. C'est comme si je déplaçais le Congo pour l'apporter jusqu'ici afin de montrer à tous que l'Art est mobile et universel.

Un petit mot de fin pour encourager les porteurs de projets innovants qui s'engagent pour une ville durable ici et ailleurs ?

C'est parce qu'ils sont en avance sur l'air du temps qu'ils peuvent faire bouger les choses. Le moment est venu de croiser l'utopie portée par ces belles personnes avec la nécessité de vouloir fonder une autre manière de penser notre planète.

Oeuvres, prix et distinctions

L'Usure des lendemains - Prix de la Société des poètes français, 1995.

Bleu-Blanc-Rouge - Grand prix littéraire d'Afrique noire, 1999.

Verre cassé - Prix RFO du livre, 2005.

Mémoires de porc-épic - Prix Renaudot, Prix de La Rentrée littéraire, Prix Aliénor d'Aquitaine, Prix Créateurs Sans Frontières, 2006.

Grand Prix de littérature Henri-Gal 2012, prix attribué par l'Institut de France et remis sur proposition de l'Académie française pour l'ensemble de l'œuvre.

Prix Prince-Pierre-de-Monaco 2013 pour l'ensemble de l'œuvre, prix attribué par la Principauté de Monaco.

Chevalier de la Légion d'honneur par décret du Président de la République française, 2010.

Officier des Arts et Lettres, 2016.

Photo :
Imprimante 3D à
IrokoLab, Bénin.
/ M. Lozivit.



DOSSIER

LES FABLABS EN AFRIQUE : L'INNOVATION NUMÉRIQUE AU SERVICE D'UNE VILLE DURABLE ?

Armelle CHOPLIN

> Université de Genève (Suisse)

Martin LOZIVIT

> Réseau Bretagne solidaire (RBS)

Armelle CHOPLIN est géographe et urbaniste, professeure à l'Université de Genève (Suisse). Martin LOZIVIT est géographe, administrateur du Réseau Bretagne Solidaire (RBS). Un article publié initialement sur Metropolitiques.eu, le 20/01/2020. Travail mené entre 2016 et 2019 dans le cadre du programme de recherche URBACOT (Observatoire des dynamiques urbaines côtières en Afrique de l'Ouest), financé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Dans un contexte où la smart city se déploie comme projet urbain en Afrique, Armelle Choplin et Martin Lovizit s'interrogent sur le rôle des fablabs dans le devenir des villes. Ils montrent que leur émergence peut être une opportunité pour concevoir une ville africaine frugale, en mobilisant l'ingéniosité des habitants.

Des fablabs dans les villes africaines

Depuis dix ans, de nombreux laboratoires d'innovation numérique (fablab) ont ouvert en Afrique de l'Ouest, sur le modèle des fablabs et tiers-lieux occidentaux, (Bosqué 2015) et du concept lancé à la fin des années 1990 par l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Début 2020, le Réseau francophone des fablabs ouest-africains (ReFFAO) comptait 21 fablabs, issus de sept pays d'Afrique de l'Ouest. Ces espaces de démocratisation du numérique sont aujourd'hui des lieux d'échanges, de transmission des savoirs, de formation et d'innovation au cœur des villes africaines. A Nouakchott (Mauritanie), Abidjan (Côte d'Ivoire) ou Dakar (Sénégal), ils suscitent un fort intérêt parmi la jeunesse locale en proposant des espaces ouverts à tous, mettant à disposition des machines mutualisées (imprimante 3D, découpe laser, ordinateurs, outils de menuiserie...), à partir desquelles chacun peut fabriquer des objets susceptibles d'améliorer le quotidien des Africains (prothèses, capteurs de qualité de l'air...). Privilégiant le « do it yourself » (DIY), le low-tech « basse technologie », les matériaux locaux et le réemploi, ils permettent l'accès à tous aux nouvelles technologies avec de faibles coûts d'investissement (Radjou et al. 2013 ; Bihouix 2014 ; Haudeville et Le Bas 2016 ; Grimaud et al. 2017 ; Jaglin 2019). Agrégeant de nombreux acteurs de la culture du libre (makers, cartographes d'OpenStreetMap, développeurs, bloggeurs...), des artisans ou simples curieux, ces hommes et ces femmes tentent de proposer des solutions aux enjeux de développement

et des outils (libres et opensource) adaptés aux besoins du continent le plus pauvre et le moins connecté. Au-delà du modèle décrié de la smart-city (Rochet 2018), ils pensent la ville africaine de demain et interrogent le modèle à suivre, davantage frugal que smart, plus ingénieux qu'intelligent.

L'innovation made in Africa

Certains pouvoirs publics, bailleurs internationaux, entreprises de télécommunications ou banques implantées en Afrique appuient ces initiatives et plébiscitent les fablabs, incubateurs et startups africaines du numérique. Ils y voient une vitrine d'émergence et de croissance économiques et d'emplois, notamment pour les jeunes. Pourtant, cet engagement est loin d'être massif. Bien qu'invités à des événements en tant que faire-valoir de l'innovation dans leur pays, les makers africains, parfois appelés leaders du futur, éprouvent de réelles difficultés à trouver des modèles économiques pérennes. Payer la location d'un local, les factures d'eau, d'électricité, le prix élevé de la connexion internet ou du matériel informatique de qualité, voilà le quotidien difficile d'un "bidouilleur" ouest-africain. S'appuyant sur des communautés dynamiques, ces fablabs ouvrent parfois sans local ni matériel, comme le tiers-lieux nomade Minodoo (Lomé, Togo). « Ce qui construit ces lieux, ce ne sont pas les machines mais le commun », explique Médard Agbayazon, fondateur du BloLab (Cotonou, Bénin) et président du ReFFAO. Mais pour tout projet,



Photo :
Fabrication
d'éoliennes Low-
Tech, BloLab,
Bénin. / M.
Lozivit

**Pour près d'un milliard
de personnes [...] le
problème crucial est
l'accès à l'électricité.**

”

Pour s'équiper et mener leurs projets à vocation sociale, ils se diversifient, deviennent des espaces de coworking, des incubateurs de start-ups et des bars à jus, proposant des formations payantes, notamment en développement web.

il faut penser récupération d'abord... et faire preuve d'ingéniosité. Pour lutter contre la fracture numérique, ils proposent des ateliers de fabrication de jerry, des ordinateurs construits à partir de matériaux recyclés assemblés dans un bidon en plastique (jerrycan en Anglais). Pour de nombreux enfants et adultes africains, ces ateliers permettent de toucher pour la première fois un clavier ou une souris d'ordinateur, et de démystifier une technologie lointaine. Ils offrent également la possibilité d'équiper en matériel informatique des établissements scolaires ou des associations de quartier qui n'en ont pas les moyens (Choplin, Lozivit, 2019). Cependant, la récupération a ses limites. Les composants tombent régulièrement en panne, ce qui occasionne des surcoûts et contraint les makers à importer des pièces neuves de Chine ou d'Europe. Pour s'équiper et mener leurs projets à vocation sociale, ils se diversifient, deviennent des espaces de coworking, des incubateurs de start-ups et des bars à jus, proposant des formations payantes, notamment en développement web.

Smart ou low-tech : deux visions d'un futur urbain

D'un côté, les fablabs prônent les communs (Leyronas et al. 2018), les initiatives low-tech et une ville ouverte, où tout citoyen-citoyen pourrait participer à l'amélioration de la condition urbaine. De l'autre, la smart city est

une vitrine des pouvoirs publics, qui y voient un gage de compétitivité et le symbole de l'émergence économique de leur pays. Tout semble opposer ces deux modèles, qui proposent deux visions du futur des villes africaines aux conceptions bien différentes de l'utilisation des technologies. Ces villes dites intelligentes fleurissent en Afrique : Hope City à Accra (Ghana), Eko Atlantic City à Lagos (Nigeria) etc. Cependant, ces projets cumulent les critiques, jugés déconnectés des réalités des populations, accentuant les inégalités et les impacts environnementaux et climatiques. Fondateur du Woelab (Lomé, Togo) en 2012, l'architecte togolais Sénamé Koffi Agbodjinou prend le contre-pied de ce modèle hors sol et propose non pas de dessiner des smart cities (et encore moins de les faire dessiner par des individus peu en prise avec les villes en Afrique) mais de former des smart citizens afin de trouver des solutions simples pour répondre aux besoins des populations de manière adaptée. Avec sa plateforme de réflexion « L'Africaine d'Architecture », il développe le « Lomé Hub-Cité », une ville construite avec des matériaux locaux, s'inspirant des modes de fonctionnement des villages et utilisant notamment des technologies low-tech. Face à l'urgence climatique et aux coûts environnementaux de pratiques énergivores, ces low-tech font aujourd'hui l'objet d'un intérêt grandissant, en particulier en ce qui concerne la mobilité et la gestion des déchets (Durand, Cavé, Pierrat, 2019).

Photo :
Fabrication de
jerry, projet MAP
& JERRY (IRD) /
(c) M. Lozivit



Cartographie :
Martin Lozivit,
Source :
OpenStreetMap,
FabLab,
Enquêtes 2017 -
2019



” ***Dans les arrières-cours des fablabs, des jeunes se forment et inventent des manières de penser la ville et le monde, desquels ils sont pleinement acteurs.***

Vers une ville africaine frugale, innovante et en partage ?

Les fablabs sont en train de dessiner une nouvelle carte de l'innovation en Afrique, frugale cette fois, et se démarquant des smart cities. Dans les arrières-cours des fablabs, des jeunes se forment et inventent des manières de penser la ville et le monde, desquels ils sont pleinement acteurs. Devant les difficultés pour acquérir savoirs et équipements, ces initiatives proposent de potentiels outils pour répondre aux enjeux de pauvreté et de développement durable, mais ne sauraient se substituer à l'intervention des autorités pour l'aménagement urbain, la construction d'équipements (hôpitaux, réseaux d'eau, d'électricité...), la gestion des déchets. Le plus grand risque c'est de voir de simples applications numériques se transformer en outils de dépolitisation de l'action publique. Puissent surtout ces initiatives être porteurs d'espoir, en proposant un futur urbain autre, qui fait la promotion d'une ville réellement frugale, innovante et en partage.

Travail mené entre 2016 et 2019 dans le cadre du programme de recherche URBACOT (Observatoire des dynamiques urbaines côtières en Afrique de l'Ouest), financé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Bibliographie

- Bihoux, P. 2014. L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable, Paris : Éditions du Seuil.
- Bosqué, C. 2015. « Enquête au cœur des FabLabs, hackerspaces, makerspaces. Le dessin comme outil d'observation », Techniques et Culture, n° 64.
- Choplin, A. et Lozivit, M. 2019. « Mettre un quartier sur la carte : cartographie participative et innovation numérique à Cotonou (Bénin) ». Cybergeog : European Journal of Geography.
- Durand, M., Cavé, J. et Pierrat, A. 2019. « Quand le low-tech fait ses preuves : la gestion des déchets dans les pays du Sud », Urbanités, n° 12.
- Grimaud, E., Tastevin, Y. et Vidal, D. 2017. « Low tech, high tech, wild tech. Réinventer la technologie ? », Techniques et Culture, n° 67, p. 12-29.
- Haudeville, B. et Le Bas, C. 2016. « L'innovation frugale, paradigme technologique naissant ou nouveau modèle d'innovation ? », Innovations, vol. 51, n° 3, p. 9-25.
- Jaglin, S. 2019. « Basses technologies et services urbains en Afrique subsaharienne : un low-tech loin de l'écologie », Urbanités, n° 12.
- Leyronas, S., Liotard, I. et Prié, G. 2018. « Des communs informationnels aux communs éducationnels : les fablabs en Afrique francophone », Working Paper 11, Paris : Agence française de développement (AFD).
- Radjou, N., Prabhu, J. et Ahuja, S. 2013. L'Innovation jugaad. Redevenons ingénieux !, Paris : Diatempo.
- Rochet, C. 2018. Smart Cities. Reality or Fiction, Londres : ISTE - Wiley.



DOSSIER

Photo :
Dar es Salaam,
en Tanzanie /
Unsplash.com

L'HABITAT ABORDABLE ET DÉCENT COMME RÉPONSE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE À LA CRISE SANITAIRE DANS LES VILLES AFRICAINES

Xavier Crépin > IEP de Rennes

Xavier Crépin, architecte-urbaniste,
professeur associé à l'IEP de Rennes

”

Si le logement accessible en Afrique francophone constitue un secteur essentiel pour construire des villes durables [...] le retard d'investissement dans ce domaine doit être pris en compte.

En janvier 2020, destinés aux professionnels francophones de l'habitat, un module de formation sur le financement du logement abordable en Afrique s'est tenu à Dakar pendant une semaine. Organisé à l'initiative du Centre pour le Financement du Logement Abordable en Afrique, le CAHF, avec l'appui scientifique de l'Institut d'Études Politiques de Rennes et l'organisation sur place par l'Institut Africain de Management, ce cours a vocation à être dispensé au moins une fois par an. Il s'inscrit dans une logique de partenariat ouvert aux acteurs territoriaux d'Afrique au Sud du Sahara et à leurs homologues d'autres pays francophones.

L'objectif du cours est de se focaliser sur la question urgente de l'accès au logement abordable et décent pour les salariés à revenu faible ou moyen, ainsi que pour les populations issues du secteur informel, tout en fournissant une formation adéquate aux secteurs privé et public dans la mise en œuvre de politiques de logement abordable et la création de produits de financement du logement abordable pour desservir le marché francophone.

Au cours de la semaine, vingt deux participants du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin, tous issus de secteurs variés tels que la banque, les fonds d'investissement, la microfinance, le secteur public, ont pris part à la formation.

Le cours a abordé les sujets suivants :

1. Contexte et introduction au logement et au paysage du financement du logement en Afrique de l'Ouest
2. Principaux acteurs et institutions
3. Produits de financement du logement abordable
4. Différents outils pour la production de logement abordable

A cette occasion a été organisée la visite des sites du projet porté par l'ONG UrbanSen avec la fédération sénégalaise des habitants (FSH). Cela a permis de découvrir des initiatives locales en matière de logements très abordables à Dakar. Ce projet bénéficie de l'appui technique d'Urbanmonde et des financements de la coopération décentralisée suisse.

Si le logement accessible en Afrique francophone constitue un secteur essentiel pour construire des villes durables, comme cela est apparu lors de la conférence du réseau Habitat et Francophonie de mars 2019 à Nouakchott, le retard d'investissement dans ce domaine doit être pris en compte. Pour les villes en Afrique francophone,



Photo :
Unsplash.com

”

Le projet de Dakar [...] est donc de créer un circuit court de mobilisation de l'épargne qui facilite la production de logements abordables

cela repose essentiellement sur la mobilisation de l'épargne populaire qui échappe en très grande partie au système bancaire formel. Les principaux freins au développement de ce secteur sont les taux bancaires souvent supérieurs à 10% et le manque de lien et de confiance entre les acteurs de la microfinance et le secteur bancaire.

Le projet de Dakar d'appui à la FSH est donc de créer un circuit court de mobilisation de l'épargne qui facilite la production de logements abordables et décents pour les populations exclues du système classique du logement formel.

Ce projet repose sur quelques principes simples de collecte de l'épargne, de création d'un fonds rotatif, de l'ouverture d'un guichet projet basé sur la demande, d'un accompagnement technique et financier du porteur de projet, et de la formation des maçons missionnés par le bénéficiaire pour la réalisation des travaux. A ce jour 450 logements ont été produits ou rénovés, pour un montant unitaire plafonné à 1.500 euros, avec un financement

sur 20 mois et un différé d'un mois. Le taux de recouvrement est proche de 100%, et les remboursements permettent de rémunérer les collecteurs d'épargne, la fédération sénégalaise des habitants et le fonds rotatif pour un plafond de 5%.

De ce projet on peut retenir quelques principes applicables à d'autres projets de coopération décentralisée :

- L'épargne populaire est nécessaire pour produire du logement abordable et décent correspondant à une grande part de la demande solvable dans ce domaine ;
- Pour être significative et fonder un système de micro-crédit il convient de mettre en place un outil de collecte de cette épargne, fiable et contrôlé par les bénéficiaires ;
- L'amorce du fonds rotatif par une subvention/dotation initiale est nécessaire ;

Photo :
Au Sénégal /
Unsplash.com



Photo :
Unsplash.com



- Le portage du projet doit être assuré par une association locale dont le logement est un volet de l'activité de développement ;
- La technicité est indispensable pour accompagner les bénéficiaires tant dans le montage financier que la réalisation technique de la construction ;
- La disponibilité d'artisans compétents et formés est un facteur de réussite de l'opération ;
- Le rôle des partenaires issus de territoires du Nord se justifie dans la fiabilisation financière et la légitimité politique d'une telle opération.

Dans la période actuelle, comme après tout choc économique, les plus pauvres et vulnérables sont ceux qui sont touchés en premier en Afrique par une crise sanitaire. En l'absence de filet de sécurité et pour éviter un désastre humanitaire notamment dans les villes, il serait nécessaire de mettre en place un plan d'accompagnement qui pourrait cibler un sujet pointé dans les risques aggravants, l'habitat précaire et l'absence d'espaces publics pour compenser la densité des bidonvilles.

Pour la coopération de territoire à territoire, ces programmes ont le triple avantage, de développer



Les acteurs fédérés autour d'un réseau régional multi acteurs peuvent apporter leurs compétences et leur expérience pour renforcer ce type de programme en Afrique

des activités génératrices d'emplois et de relancer l'économie, de répondre à une forte demande sociale en coupant l'herbe sous les pieds des fondamentalistes, et d'améliorer les conditions de vie quotidienne des citoyens et leur environnement.

Les acteurs fédérés autour d'un réseau régional multi acteurs peuvent apporter leurs compétences et leur expérience pour renforcer ce type de programme en Afrique, en mobilisant les acteurs de solidarité issus de différentes filières dont celle du bâtiment et de l'enseignement technique et d'autres savoir-faire nécessaires pour assurer leur succès.

Photos :
Chantier VN au
Sénégal / Voûte
Nubienne



DOSSIER

CONSTRUIRE AUTREMENT EN AFRIQUE : LA VOÛTE NUBIENNE, POUR DES ÉCOCONSTRUCTIONS BIOCLIMATIQUES BAS-CARBONE ET DES MÉTIERS À FORTE EMPLOYABILITÉ AU SAHEL

> La Voûte Nubienne

Depuis 2000, l'Association la Voûte Nubienne a lancé le programme « Un Toit + Un Métier + Un Marché ». Par une solution d'habitat bas-carbone économique et intelligente, ce programme répond aux besoins de progrès social (épargne, santé, confort, salubrité) des populations démunies des régions sahéliennes. Après près de 20 ans d'activité et 4000 chantiers ouverts, AVN a fait la preuve des bénéfices de la construction en terre crue « sans bois ni tôle ».

La déforestation et la désertification au Sahel ont entraîné la disparition du bois de brousse et de la paille, utilisés dans les architectures traditionnelles. Le coût élevé et l'inadéquation des matériaux de construction importés, principalement la tôle et le ciment, conduisent à un manque d'habitats décentés et résilients dans de nombreuses régions du Sahel, plongeant des millions de familles dans un cercle vicieux de pauvreté et d'inconfort, renforçant leur vulnérabilité.

S'inspirant d'une technique architecturale ancestrale, le concept technique Voûte Nubienne (VN) est basé sur l'usage de matériaux

locaux et d'une main d'œuvre locale, et permet un confort de vie accru et une capacité de résilience « climat » pour les populations sahéliennes. Il s'impose, face à l'habitat insalubre largement répandu, comme une alternative technique efficace pour répondre aux conséquences du changement climatique et aux événements climatiques extrêmes qui les accompagnent. L'inertie thermique importante des bâtiments VN (offre un niveau de confort intérieur tout en réduisant les besoins énergétiques pour la climatisation), et la faible empreinte carbone de ses composants (due au non usage de bois, de tôle, et de ciment) permettent d'accroître la résilience des habitats et des populations face aux conséquences du changement climatique.

Le marché de l'habitat adapté permet le renforcement des économies familiales et locales, par la transformation des circuits d'achat de matériaux importés en circuits économiques courts à haute intensité de main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre provient principalement de jeunes sans emploi et de paysans en zones rurales, en particulier pendant la saison sèche. Le programme de formation dual (sur chantier et en académie) mené par l'Association la Voûte Nubienne et ses partenaires opérationnels de terrain permet donc de favoriser l'employabilité des plus isolés, l'émergence d'une filière verte et croissance du marché VN.

Le concept architectural de la Voûte Nubienne est éprouvé (environ 4 000 chantiers ouverts depuis 20 ans, dont 600 pour la saison 2018-2019, dans plus de 1 200 localités d'Afrique de l'Ouest). Actuellement, ce sont plus de 800 apprentis, maçons, artisans et entrepreneurs en formation/actifs sur le marché de la VN au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Bénin et au Ghana.

AVN accompagne la diffusion et le portage du déploiement du marché VN par la mobilisation et la formation d'organisations locales partenaires, un facteur clé pour la transmission de sa méthodologie et l'accélération de la croissance du marché. De plus, par ce renforcement de compétences, AVN contribue à l'amélioration générale

” **Actuellement, ce sont plus de 800 apprentis, maçons, artisans et entrepreneurs en formation/actifs sur le marché de la VN au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Bénin et au Ghana.**

des pratiques des acteurs du développement, qui intègrent les problématiques de la filière construction dans une approche basée sur le marché.

La méthodologie de déploiement du marché VN bénéficie d'un intérêt croissant de la part de l'ensemble de nombreuses parties prenantes (acteurs institutionnels, collectivités, bailleurs, maçons, clients, maîtres d'ouvrage, etc.) et d'une importante reconnaissance internationale : le programme d'AVN a remporté le World Habitat Awards (ONU Habitat) en 2017.

Les performances thermiques passives et le mode constructif du concept VN génèrent des tonnes d'équivalent carbone (environ 0.8 t eq. CO2 par m2). Les études ayant produit ces estimations permettent aux clients et maîtres d'ouvrage choisissant le concept VN de s'inscrire dans le négoce des financements de la compensation carbone. Ces financements servent donc des programmes d'in-

citation à l'écoconstruction, et sont ainsi un levier qui devra accélérer le changement d'échelle du programme d'AVN.

Les acteurs du développement des pays du nord sont invités à s'inscrire dans la dynamique du programme en choisissant le concept VN pour les constructions communautaires qu'ils soutiennent, en mobilisant leurs partenaires de terrain dans une diffusion du marché VN sur leurs territoires et en souscrivant, avec leurs compensations carbone, à des programmes d'incitation à l'écoconstruction.



Pour en savoir plus :
consultez le site > lavoutenubienne.org



VILLES ET CO DURABLE



Assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.



Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale.



Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux.



Assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs.

INFOGRAPHIE

Le nombre de personnes vivant dans les villes devant atteindre 5 milliards d'individus d'ici à 2030, il est important que des pratiques efficaces de planification et de gestions urbaines soient mises en place pour faire face aux défis posés par l'urbanisation.

Les défis de l'urbanisation rapide peuvent être surmontés en permettant aux villes de continuer à prospérer et à se développer, tout en optimisant l'utilisation des ressources et en réduisant la pollution et la pauvreté. L'avenir que nous voulons comprend des villes qui offrent à tous de grandes possibilités, grâce à un accès facile aux services de base, à l'énergie, au logement, aux transports et bien plus encore.



Assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées..



Renforcer l'urbanisation inclusive et durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays.



Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial.



Réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets.



Réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable.

LES COMMUNAUTÉS DURABLES (ODD 11)

Photo :
Simone
Giovetti /
CUF



DOSSIER

LES COOPÉRATIONS AFRICAINES DES COLLECTIVITÉS, OU L'EXPÉRIMENTATION PARTAGÉE DES NOTIONS DE VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

> Cités Unies France



Cités Unies France (CUF) est une association française créée en 1975 qui regroupe des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale.

En matière d'action internationale des collectivités territoriales, la recherche de la pérennité et de la durabilité des projets portés dans le cadre des coopérations décentralisées est un objectif ancien. Chaque collectivité qui initie un projet avec un partenaire étranger aspire à ce que ce projet contribue durablement à une amélioration de la qualité de vie de ses habitants.

Mais la notion de « ville et territoire durables », émergente depuis quelques années, marque une nouvelle étape. A l'aune de l'Agenda 2030 et des Objectifs du Développement Durable (ODD), elle engage à penser la durabilité au-delà du projet. Ce sont les territoires qui conçoivent leur organisation et leur fonctionnement de façon à proposer à leurs citoyens et acteurs un cadre de vie renouvelé et un rapport à l'autre partenarial. L'ODD 11, « villes et communautés durables » porte d'ailleurs uniquement sur cet enjeu. L'ensemble des politiques publiques locales sectorielles - la gestion de l'eau, la gestion des transports, la gestion des déchets, l'environnement, l'employabilité des jeunes, les questions liées au logement... - cherche à faire converger autour de cette ambition.

Sur ce sujet, la question de la démarcation entre le « Sud » et le « Nord » se dilue : quel que soit le niveau de son développement, toute collectivité a un chemin de progression à dessiner vers une meilleure durabilité, inclusivité et résilience de ses politiques publiques. Et cette évolution sera d'autant plus forte que les collectivités auront la possibilité de confronter entre elles leurs expériences.

En ce sens, l'action internationale des collectivités territoriales constitue un moyen unique de mettre en commun et renforcer la qualité des pratiques sur cet enjeu.

Consciente de la richesse de l'apport des coopérations internationales des collectivités, Cités Unies France (CUF), le réseau des collectivités territoriales françaises engagées à l'international œuvre depuis plus de 40 ans à un plaidoyer actif en faveur du renforcement de l'engagement international des collectivités.

Récemment, ses activités ont concouru à deux évolutions législatives significatives :

- CUF a contribué avec d'autres acteurs (notamment CODATU...) à faire inscrire dans la future loi d'orientation et de programmation sur le développement solidaire le 1% mobilité.
- Elle a, par ailleurs, permis, concernant les subventions liées à des projets internationaux, une dérogation à la Loi de finances qui limitait, pour les 320 plus grandes collectivités territoriales françaises, à 1,2% la hausse du budget de fonctionnement des collectivités territoriales ; cette loi mettait en effet en péril la coopération internationale des collectivités en réduisant drastiquement les budgets qui lui étaient dédiés.

Garantir aux collectivités territoriales un cadre sécurisé d'un point de vue juridique pour leur coopération décentralisée, c'est leur permettre de questionner, avec leurs partenaires étrangers, leurs politiques publiques locales et de s'engager dans des actions de coopération innovantes.

D'un point de vue méthodologique, les collectivités cherchent à mettre en place des mécanismes de co-construction pour être à même de partager la gouvernance, de la rendre inclusive et transparente. La force des collectivités est de pouvoir aborder les sujets liés à la ville et territoire durables, de les expérimenter directement sur leur territoire et de les partager avec leurs partenaires.

” **Face aux enjeux de développements en Afrique, le rôle des collectivités territoriales africaines est majeur.**

D'ores et déjà, des projets portés par des collectivités membres du réseau de Cités Unies France s'inscrivent dans cette évolution.

- Le projet porté par Cités Unies France à Bangui a accompagné la capitale centrafricaine afin qu'elle s'appuie sur ses acteurs locaux pour recouvrer ses ressources domestiques. Aujourd'hui, le projet se déploie autour d'actions pilotes sur le thème de la jeunesse, dans une perspective de contribution à la réconciliation et à la stabilisation.
- Le conseil départemental d'Ille-et-Vilaine a appuyé son partenaire Mopti au Mali à l'écriture d'un cahier des charges pour la mise en place d'un projet autour de l'éclairage public. La ville de Mopti a ainsi été en capacité d'utiliser sa commande publique pour identifier un prestataire capable de mettre en place un système d'éclairage public, mais aussi d'assurer un service d'entretien du réseau.
- Dans le cadre des activités du programme fédérateur « Accompagner la mise en œuvre du volet décentralisation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali 2016-2017 », Cités Unies France et plusieurs collectivités françaises ont accueilli en séjour d'immersion, les directeurs de 9 Agences de Développement Régional (ADR). Les échanges entre cadres territoriaux maliens et français ont permis de mieux appréhender le rôle et les réalités de la gouvernance à différentes échelles territoriales.

Face aux enjeux de développements en Afrique, le rôle des collectivités territoriales africaines est majeur. Le renforcement de leurs capacités constitue un axe prioritaire et sous-tend un engagement et une collaboration active de la part de leurs partenaires étrangers. Dans le même temps, ce sont l'ensemble des pratiques et des expérimentations pensées lors de ces échanges entre collectivités qui rendront les villes et les territoires à la pointe du développement durable.

Alors présidents, maires, élus, engagez-vous sur cette question !

Photo :
Coopératives maraîchères sur un
marché de la région de Ouagadougou



TÉMOIGNAGE

LE PARTENARIAT ENTRE LA RÉGION BRETAGNE ET LA RÉGION DU CENTRE AU BURKINA FASO

> Conseil régional de Bretagne

La Région Bretagne a noué un partenariat avec la Région du Centre au Burkina Faso, dans le cadre d'une coopération décentralisée.

Depuis 2011, le Conseil régional de Bretagne est partenaire d'un programme de structuration d'une filière maraîchère en région du Centre (région de Ouagadougou). Par ailleurs, les projets de coopération et de solidarité internationales au Burkina Faso bénéficient d'une forte mobilisation des acteurs bretons (associations, collectivités, diaspora, établissements d'enseignement, acteurs de la santé, etc.).

Ce partenariat a été engagé à la suite d'une demande de la Région du Centre qui souhaitait bénéficier de l'expertise bretonne pour le programme de développement de la filière maraîchère qu'elle avait initié quelques années plus tôt.

Les objectifs et les grands axes du programme maraîcher

L'objectif principal du programme est de conforter les différents maillons d'une filière maraîchère en région du Centre, qui doit permettre d'approvisionner la population de la capitale en produits maraîchers de qualité, tout en améliorant les revenus des producteurs.

Dans cette perspective, le programme de développement de la filière est articulé autour de deux volets :

- Un appui technique et organisationnel à 800 producteurs regroupés au sein de neuf coopératives. Cet appui de proximité est assuré par neuf techniciens agricoles mis à disposition par la Direction régionale de l'Agriculture, avec une animation par un ingénieur agronome et un représentant de la Région Bretagne.

- Un volet infrastructures : entrepôts frigorifiques et centres de conditionnement-vente. Les travaux de réhabilitation des entrepôts frigorifiques et de construction de centres de conditionnement-vente, éléments essentiels de la filière, ont été financés notamment par l'Agence Française de Développement (AFD).

Des résultats différents ont été observés selon les axes du programme. Le volet accompagnement des producteurs a connu une évolution globalement satisfaisante, en particulier du fait de l'intervention sur le moyen terme de l'ONG FERT en appui aux coopératives de producteurs. Le volet infrastructures a connu d'importants retards dans la réalisation des travaux, en particulier le volet froid des entrepôts frigorifiques.

”

Les projets de coopération et de solidarité internationales au Burkina Faso bénéficient d'une forte mobilisation des acteurs bretons.

Compte-tenu de ces éléments, la Région Bretagne a décidé de se retirer du volet entrepôts frigorifiques. Les partenaires ont alors convenu de concentrer leur action en matière agricole sur l'accompagnement des producteurs.

Par ailleurs, il a été décidé de développer la coopération sur de nouvelles thématiques, en particulier :

- la formation professionnelle, l'éducation et l'enseignement supérieur,
- l'eau, l'environnement et le climat,
- les animations et les échanges en matière artistique, culturelle et sociale.

Ces nouvelles orientations ont été confirmées à l'occasion de la signature, le 14 octobre 2019, du nouveau partenariat de coopération pour la période 2019-2021.

Pour plus d'informations :

Région Bretagne
Direction des Affaires européennes et internationales
daei@bretagne.bzh



Photo :
BloLab Cotonou,
Porto Novo, Bénin

MAKERS NORD SUD CONTRE LE COVID-19

Devant la pandémie mondiale de Covid-19, chaque pays fait face à des besoins en masques et visières de protection, respirateurs, lits, personnels formés à la réanimation,... en particulier les pays d'Afrique de l'Ouest, déjà sous-dotés en infrastructures et matériel sanitaire. La crise a vu les makers français et africains s'impliquer fortement pour répondre aux besoins des soignants en termes de fabrication de masques, de visières de protection ou de consommables pour petits matériels médicaux, avec des protocoles dont certains sont aujourd'hui validés par la communauté scientifique, dont l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (APHP). Cependant, les makers du continent africain manquent de machines d'impression et de matière première, dépendant de l'importation depuis la Chine et l'Europe. Le Réseau Bretagne Solidaire, le Réseau Français des Fablabs et le Réseau Francophone des Fablabs d'Afrique de l'Ouest (ReFFAO) s'associent pour doter les fablabs africains en machines de fabrication numérique et en consommables pour fabriquer sur place les dispositifs de protection, prévention et détection du Covid-19. Cette mise en capacité des fablabs locaux doit enfin permettre de soutenir les systèmes de santé localement par une production locale durable de dispositifs sanitaires, tout en soutenant les actions globales des fablabs africains en levant le frein de l'accès au matériel.

Makers Nord Sud contre le Covid-19 est une alliance initialement formée entre makers français, makers africains et acteurs bretons de la coopération internationale et qui s'est ouvert à d'autres acteurs pour une mutualisation à grande échelle des compétences sur les deux continents. Elle donne une grande place au ReFFAO en termes de définition des besoins, de validation des protocoles et du matériel sanitaire et de rassemblement de l'expertise locale. Les autres acteurs partenaires venant en soutien technique, financier, administratif et dans la mise à disposition d'outils.



Pour en savoir plus :
consultez le site > makersnordsud.org

1. L'objectif premier, qui est une réponse à l'urgence, est l'envoi de matériel pour pallier les besoins de dix fablabs du ReFFAO afin de leur fournir une base en consommables et machines pour la fabrication immédiate de visières de protection et pièces de petits matériels de santé.
2. Le second volet, plus structurant, propose d'expérimenter une machine « precious plastic » pour produire localement les consommables nécessaires à l'impression 3D de nombreux objets, à partir du recyclage et la transformation de déchets plastiques PET et PEHD. L'enjeu est grand de relocaliser la production de matière première, et d'augmenter à terme l'échelle de production du système, en lien avec le tissu industriel local.

Les parties prenantes du projet

- Réseau Bretagne Solidaire
- ReFFAO
- Réseau Français des Fablabs
- LabSud de Montpellier
- My Human Kit
- Airbus Africa Community
- Just One Giant Lab
- Roman Khonsari, Docteur à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris

Les fablabs associés

- BloLab, Cotonou, Bénin
- AgriLab, Côte d'Ivoire
- Tic4Ed, Côte d'Ivoire
- YopCreaLab, Côte d'Ivoire
- DoniFab, Mali
- SenFabLab, Sénégal
- Sonatel, Sénégal
- Ker-thioassane, Sénégal
- EcotecLab, Togo
- SahelFabLab, Mauritanie

LA SAISON AFRICA 2020



En novembre 2017, à Ouagadougou, Emmanuel Macron a déclaré : « Je considère que l'Afrique est tout simplement le continent central, global, incontournable car c'est ici que se télescopent tous les défis contemporains. C'est en Afrique que se jouera une partie du basculement du monde. » Il a alors annoncé l'organisation d'une saison africaine en France.

Dates et organisation

Cette saison, nommée Africa 2020 et portée par l'Institut français et un commissariat général, devait se dérouler de juin à décembre 2020 sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin et donner lieu à une centaine de projets artistiques, culturels, pédagogiques et scientifiques. En raison de la crise sanitaire que traverse le monde, son lancement a été reporté fin 2020-début 2021.

Objectif

L'objectif de la saison est de mieux faire connaître l'Afrique contemporaine, dont la réalité est trop souvent brouillée par des clichés persistants. Il est ainsi proposé aux Africains du continent et à ceux de la diaspora de prendre la parole pour raconter aux Français l'Afrique d'aujourd'hui.

Engagement de l'éducation nationale

La saison Africa 2020 est résolument tournée vers la jeunesse et sa formation. Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse a donc souhaité être l'un des acteurs majeurs de cette saison.

Le comité académique Africa 2020 Bretagne

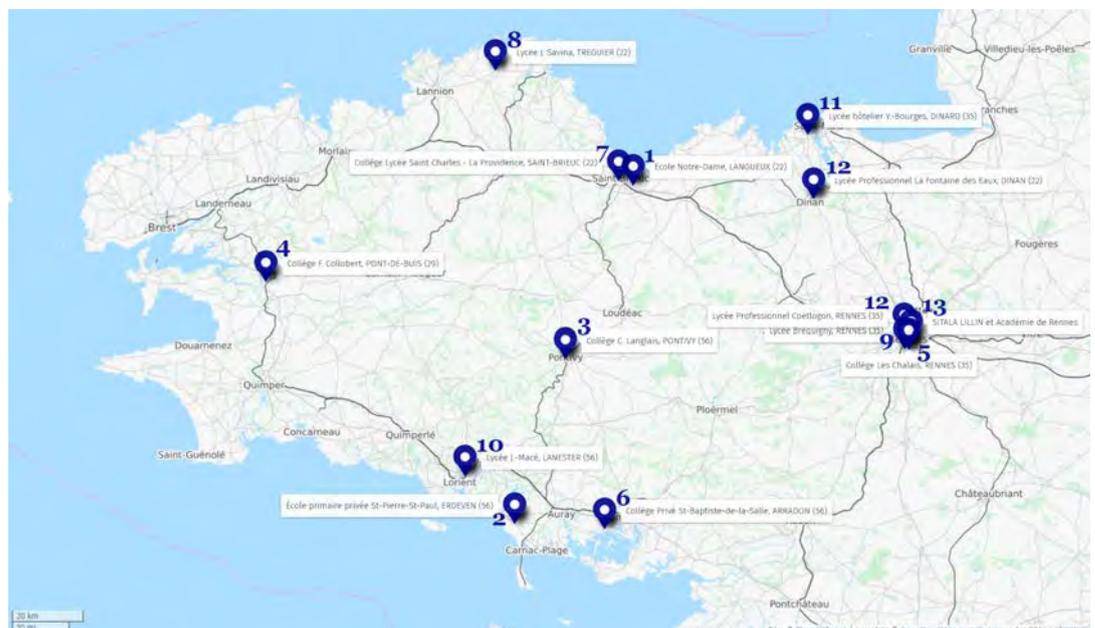
Il a été demandé à toutes les académies de se doter de comités de coordination de la saison. Le comité académique Africa 2020 Bretagne a été installé en décembre 2019, en présence de représentants de l'Éducation nationale ou d'associations, collectivités et organismes invités. Piloté par le délégué académique aux relations européennes et internationales et à la coopération (DAREIC), en lien avec le délégué à l'action culturelle (DAAC), le comité comprend, à ce jour, 26 membres.

L'appel à projets

Un appel à projets – à proposer au comité avant le 31 janvier 2020 – a été lancé auprès de toutes les écoles, collèges et lycées. Il vise à susciter des projets pluridisciplinaires, parrainés par une ou plusieurs personnalités africaines ou de la diaspora, avec l'objectif de montrer combien les grandes problématiques actuelles sont partagées (circulation des personnes, des biens et des cultures ; écologie et biodiversité ; développement des populations et des territoires ; innovation à l'ère du numérique, etc.) et le rôle majeur du continent africain dans la construction d'un avenir commun. Les travaux conduits ne doivent pas véhiculer certains préjugés encore persistants dans l'imaginaire collectif. Un équilibre doit être trouvé entre l'expression d'un passé partagé, un présent, une présence de l'Afrique en France et un avenir commun à imaginer.

Labellisation

Le comité académique a retenu 14 des 15 projets bretons reçus pour les proposer au jury national qui a accordé la labellisation à 13 d'entre eux ainsi qu'une subvention pour huit de ces projets. Les porteurs de projets labellisés pourront désormais utiliser le visuel Africa 2020 sur leurs supports de production et de communication.



	Partenaires	Titre du projet	Disciplines
1	Côte d'Ivoire	Fantasti'trip en Afrique	Arts, contes, géographie
2	Association SITALA	Tous en rythme avec l'Afrique	Musique
3	Sahara	Créer un roman graphique à partir du récit d'un jeune chamelier somalien devenu breton	Arts graphiques, écriture
4	Association Vivre le monde, Sénégal	Habitats sonores en mouvement	Musique, arts, danse
5	Rwanda	La Terre qui ne voulait plus tourner	Théâtre, langue
6	Association SITALA, Burkina Faso, Cameroun	Rencontres avec l'Afrique	Spectacle, expo
7	Afrique du Sud	Prendre soin	Sport, écologie, égalité hommes-femmes
8	Sénégal, Bénin	Transmettre : l'Afrique, entre héritage et modernité	Arts, circulation des biens et personnes, coopération
9	Congo-Brazzaville	La littérature francophone des Afriques contemporaines	Littérature
10	Sénégal	Produire et travailler pour un Sénégal vert	Enseignement de techniques de fabrication
11	Mali	Escapade gourmande de l'estuaire de la Rance aux rives du fleuve Niger	Gastronomie
12	Maroc	Être libre et le rester	Musique, arts
13	Burkina Faso	Esprit d'utopie pour une citoyenneté cosmopolite	Cirque, concert, danse, webforum

La saison

Le comité académique accompagnera la réalisation des projets dans le cadre de la saison africaine qui sera l'occasion de créer ou de renforcer des liens entre établissements bretons et africains, ainsi qu'avec les associations ou individus en Afrique ou issus de la diaspora. Le report des dates prévues ne doit pas conduire au découragement des porteurs de projet et de leurs associés qu'il conviendra de soutenir jusqu'au terme des projets labellisés.

Pour en savoir plus :

consultez les sites > bretagne-solidaire.bzh et saisonafrica2020.com



ZOOM SUR

LES ERAEI, ACTEURS ET RELAIS LOCAUX DE LA COOPÉRATION ÉDUCATIVE

L'ouverture européenne et internationale des établissements scolaires connaît, depuis plusieurs années, un développement croissant. Partie de la prise de conscience de sa nécessité pour la réussite des jeunes, l'ouverture vers l'Europe et le monde est fortement soutenue par le ministère de l'Éducation nationale qui a souhaité l'implantation d'un référent dans chaque collège et lycée de France, désigné sous l'acronyme ERAEI (enseignant référent pour l'action européenne et internationale). En Bretagne, depuis 2016, l'implantation d'ERAEI a été généralisée dans les 104 lycées publics et EREA (établissements régionaux d'enseignement

adapté) où la nécessité de soutien était plus forte. Ils sont également largement présents dans les établissements privés et, de plus en plus, dans les collèges publics.

Leur mission est attribuée par les chefs d'établissement auxquels ils apportent un soutien pour organiser et coordonner les actions et projets européens et internationaux. Elle est réalisée pour l'établissement, en lien souhaité avec le réseau scolaire de proximité et les autres acteurs locaux de l'ouverture internationale (associations, collectivités, entreprises). L'ERAEI doit être, notamment, le point de contact des enseignants,

élèves et autres personnels qui souhaitent réaliser un projet de mobilité ou mettre en place un échange ou un partenariat. Ensemble, ils constituent un réseau régional dont la formation et l'animation relèvent de la DAREIC (Délégation académique aux relations européennes et internationales et à la coopération).

La présence de ces acteurs et relais locaux sur tous les territoires représente une belle opportunité de mise en relation et collaboration entre tous les développeurs de projets de coopération, mobilité ou solidarité.

Photo :
Cool Roof France

”

Notre solution a permis de réduire considérablement la température au sein des bâtiments et d'améliorer le confort de vie des habitants.



TÉMOIGNAGE

L'ENTREPRISE BRETONNE QUI LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Antoine HORRELOU > Cool Roof France

La jeune entreprise créée en 2015 par trois associés rivalise d'ingéniosité pour proposer un revêtement blanc thermo-réfléctif applicable sur les toits des bâtiments pour limiter leurs surchauffes pendant la période estivale.

Le problème, c'est le toit

Les bâtiments ne sont pas adaptés aux fortes chaleurs : en plein soleil, les toitures montent à plus de 80°C. Les surchauffes usent leur étanchéité et augmentent fortement la température dans le bâtiment et aux alentours.

Les factures s'enflamment

Le toit noir chauffé par le soleil diffuse la chaleur dans tout le bâtiment. Pour lutter contre ce phénomène, l'usage est de climatiser. Cependant, l'usage systématique de ce type d'équipement se traduit notamment par une augmentation significative de la facture énergétique des bâtiments.

Baisse de productivité et inconfort des clients

Pour les bâtiments qui ne sont pas équipés de climatiseurs, la chaleur est synonyme de baisse de productivité. Les employés peuvent exercer leur droit de retrait. Les clients peuvent

également être impactés par la chaleur et ne plus fréquenter le magasin, et engendrer une perte de chiffres d'affaires importante.

Le Cool Roof, un véritable bouclier thermique

Cool Roof France a développé un revêtement blanc thermo réfléchissant qui permet aux toits de se maintenir à température ambiante. Le revêtement écologique et made in France renvoie 95 % des rayons du soleil et crée un véritable bouclier thermique pour les bâtiments, ce qui limite les besoins de climatisation et prolonge la durée de vie des toitures.

Le Cool Roof au Sénégal

Cool Roof France, membre actif du mouvement citoyen CoolRoofers et partenaire d'UrbaSEN*, a réalisé en février 2020 le premier Cool Roof d'Afrique de l'Ouest.

« Au Sénégal, nous avons appliqué notre revêtement sur 2 000 m² et nous avons comme projet de continuer notre initiative et de couvrir 1 million de m². Notre solution a permis de réduire considérablement la température au sein des bâtiments et d'améliorer le confort de vie des habitants. »,

explique Antoine Horrelou, Directeur général de Cool Roof France.

Les effets de ce revêtement sont radicaux :

- Retour sur investissement entre 3 à 7 ans,
- Réduction des températures jusqu'à 15°C à l'intérieur,
- Réduction des consommations de climatisation de 10 à 40 %,
- Réduction des effets d'îlots de chaleur urbain,
- Prolongation de la durée de vie des toits.

Et ont un impact positif à long terme :

- Amélioration du confort des bâtiments,
- Réduction du phénomène d'îlots de chaleur urbains,
- Création de nouvelles opportunités économiques locales dans l'éco-construction.

Cool Roof France permet donc à ses clients de faire des économies considérables en préservant la planète !

Pour en savoir plus :

consultez le site > coolroof-france.com
*UrbaSEN est une association sénégalaise qui réunit des professionnels autour de problématiques urbaines.

Photo :
Christian Jarrin,
Allpeoplefrom



BREIZH AFRICA, LE PONT ÉCONOMIQUE ENTRE LA BRETAGNE ET L'AFRIQUE

TÉMOIGNAGE

Christian JARRIN > Allpeoplefrom

” ***L'objectif est de créer des synergies entre les entreprises, les collectivités africaines et bretonnes et les startups.***

Le challenge *Breizh Africa* est l'occasion pour des startups apportant de véritables solutions sociales et environnementales de bénéficier d'un tremplin pour leur lancement ou leur développement en Afrique et en Bretagne.

L'objectif est de créer des synergies entre les entreprises, les collectivités africaines et bretonnes, et les startups responsables de leurs territoires qui ont à cœur de répondre aux défis sociaux et environnementaux d'aujourd'hui en Afrique notamment.

Breizh Africa est un concours réunissant des partenaires clefs pour favoriser les échanges économiques entre la France et l'Afrique. Initié en 2019, il a permis d'identifier une cinquantaine de beaux projets, issus des 300 dossiers émanant de 15 pays, dont 4 ont été primés lors de la finale à Paris en décembre 2019.

Les 4 projets lauréats en 2019

- REMA, réseau d'échanges entre médecins en Afrique - Burkina Faso
- Promagric, application mobile pour diagnostic des plantes et animaux d'élevage - Cameroun
- Grainothèque, projet de préservation de la diversité génétique des semences de plantes nourricières africaines - Côte d'Ivoire
- Babyboom, application mobile pour femmes enceintes pour le suivi à distance des grossesses - RD Congo

En 2020, le concours change de nom

Breizh Africa devient *Business Africa*. Le concours se déroule à compter de juin 2020 et la remise des prix aura lieu les 24 et 25 octobre 2020 à Paris.

En 2020, le concours se renforce en termes de partenariats, de compétences et de coopérations tactiques pour que cet événement, prototypé en 2019 et expérimenté à nouveau en 2020 avec les territoires de la Bretagne, s'étende dans les meilleurs délais à tous les territoires et régions françaises.

Cette nouvelle édition, impulsée dans le cadre du sommet Afrique-France 2020 et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, a pour vocation de sélectionner et promouvoir des startups visant à développer des échanges économiques durables entre la France et les Etats d'Afrique, dans un esprit social et solidaire, respectueux de l'humain et de son environnement.

L'objectif pour cette année 2020 étant d'atteindre la barre symbolique des 1 000 projets, pour une centaine de finalistes et une dizaine de lauréats.

D'ici à 2030, nous prévoyons de renforcer la coopération territoriale et régionale, l'accompagnement et la formation des startups mais aussi des entrepreneurs locaux, afin de favoriser en Afrique la création d'une économie efficace, pérenne et génératrice d'emplois.

Photo :
Laure Crombè,
Réseau Bretagne Solidaire

TÉMOIGNAGE



SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX : UNE RÉFLEXION CROISÉE BURKINA FASO, FRANCE, BRÉSIL

” **Un nouveau forum, axé sur la résilience alimentaire des territoires, est prévu en Bretagne du 25 au 28 novembre 2020.**

Eveline Sawadogo Compaoré, sociologue, Institut de l'Environnement et Recherches Agricoles (INERA), Burkina Faso

Prosper Sawadogo, expert nutritionniste, FAO, Burkina Faso

Soungalo Soulama, écologue, Institut de l'Environnement et Recherches Agricoles (INERA), Burkina Faso

Gilles Maréchal, cabinet Terralim, chercheur associé CNRS, UMR Espaces et Sociétés - ESO, France

En 2016, un forum des systèmes alimentaires territorialisés a réuni dans l'état de Rio de Janeiro des producteurs, des élus locaux, des scientifiques, des associations pour échanger pendant trois jours sur les circuits courts au Brésil et en France. Cette initiative a été répétée en 2018, sur le thème des communs, en associant des représentants de la Région Centre du Burkina Faso, partenaire de coopération décentralisée du Conseil régional de Bretagne. Les partenaires Burkinabè ont proposé de renouveler l'expérience, et dès 2019 une trentaine de représentants Français et 7 Brésiliens ont exploré avec plus de 150 Burkinabè le thème « manger local agir global ».

Le thème choisi, et les débats en ont confirmé l'intérêt, avait pour but de souligner l'importance de l'action locale sur l'alimentation pour répondre aux défis planétaires. Il s'inscrit dans l'actualité au Burkina, qui voit émerger de nombreuses initiatives alimentaires locales, associatives ou privées, alors que la malnutrition reste une préoccupation majeure, sous la menace du changement climatique. Le Président de la République lui-même a lancé un programme qui vise à « assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins

un repas équilibré par jour », en tirant parti des chaînes alimentaires territoriales pour mieux les stimuler.

Les exposés introductifs de spécialistes reconnus, ont permis à tous de se forger une culture commune sur les systèmes alimentaires territorialisés et les solutions qu'ils proposent. Deux « niches » exploraient d'une part la gouvernance et les acteurs, et de l'autre les systèmes de production pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans la suite des précédents forums, la responsabilité collective sur les communs, comme l'eau ou la biodiversité, a été soulignée, avec comme outil l'agroécologie. L'expérience brésilienne a été marquée par une intervention publique massive. En France, c'est au contraire la société civile qui représente le moteur de l'innovation dans le domaine alimentaire. Le Burkina Faso, avec l'essor simultané des initiatives citoyennes et des politiques publiques, peut proposer une voie originale vers la souveraineté alimentaire.

Une quarantaine de présentations, un inventaire de 80 initiatives d'alimentation responsable et durable au Burkina Faso, de belles rencontres et même un

film réalisé par Leila Xavier, du centre culturel « conexao das artes », qui a participé au forum : cette rencontre a démontré l'enrichissement mutuel en rassemblant tous les profils d'acteurs. Les participants ont pu voter trois résolutions et quatre motions, pour soutenir la décentralisation et le rôle des collectivités en vue de la souveraineté alimentaire, la préservation du foncier, le soutien à l'agroécologie sans pesticides, et le rôle central mais menacé des mouvements sociaux et des organisations paysannes.

Après diffusion des productions, un nouveau forum, axé sur la résilience alimentaire des territoires, est d'ores et déjà prévu en Bretagne du 25 au 28 novembre 2020. Le cercle devrait encore s'élargir avec l'inclusion d'un pays pionnier sur le sujet : la Suisse. La dynamique des forums permet à la fois de formaliser les convergences entre les pays, mais aussi d'inspirer des actions concrètes dans les territoires, portées tant par la puissance publique que par la société civile.

Pour en savoir plus :

consultez le site >

forums-alimentation-et-territoires.org/bzh

TÉMOIGNAGE

Photo :
Coopération Ille-
et-Vilaine Mopti
(CIVM), Mali

FORMATION HYDRAULIQUE AU POMPAGE HYDRAULIQUE SOLAIRE

> Quénéa Energies Renouvelables
et Association Ille-et-Vilaine Mopti (AIVM)



L'accès à l'eau potable : enjeu principal du XXI^{ème} siècle

Aujourd'hui plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, soit 26 % de la population mondiale. Près de 47 % de la population mondiale boivent une eau néfaste à leur santé ce qui peut provoquer des maladies mortelles. On estime que les maladies hydriques causent chaque année plus de 500 000 décès.

En 2018 au Mali, le ministère de l'énergie et de l'eau a annoncé un taux d'accès à l'eau potable en milieu rural de 65,3 %. Le Mali, et plus particulièrement la région de Mopti, sont touchés de façon récurrente par les sécheresses. Les maladies hydriques représentent la première cause de mortalité infantile du pays. Dans la région de Mopti, les populations vivent essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. L'accès à l'eau potable pour tous est nécessaire afin d'éradiquer la pauvreté. De plus, la

corvée d'eau est souvent laissée aux enfants, engendrant une forte déscolarisation, et aux femmes ne leur permettant pas l'accès au développement économique du foyer.

Demain, le réchauffement climatique ainsi que la croissance démographique provoqueront inévitablement une augmentation des besoins en eau de la part de la population mondiale. L'eau représentera vraisemblablement une des causes majeures de tensions socio-politiques.

C'est pourquoi, dans ce pays et dans la région du Sahel où l'irradiation solaire est si importante, le pompage solaire s'impose comme une solution incontournable, et ce à condition que les installations soient pérennes.

Le projet de formation au pompage solaire

La dimension multi-acteurs du projet permet de mutualiser les compétences

et est naturellement vecteur d'atouts pour la mise en œuvre d'un projet de formation au pompage solaire.

Les formations seront réalisées à partir de septembre 2020. La première sera à destination des entreprises installatrices, des comités de villageois et des porteurs de projets d'adduction d'eau. Elle consistera à former des techniciens formateurs qui pourront ensuite mettre à profit leurs compétences auprès des entreprises d'électricité de la région de Mopti. La deuxième formation concernera les usagers des adductions d'eau sommaires installées récemment par l'AIVM au Mali. Ces derniers seront sensibilisés à l'entretien et à une veille sur les ouvrages.

Bien que le projet se concentre dans la région de Mopti au Mali dans un premier temps, il est envisageable de reproduire ce type de formation dans toute la région du Sahel car les problèmes rencontrés sont similaires.

L'association Ille-et-Vilaine Mopti (AIVM) existe depuis plus de 30 ans et contribue à l'amélioration de la condition de vie des habitants de la région de Mopti au Mali, par la mise en œuvre de projets de coopération en lien avec l'éducation, le maraîchage et l'accès à l'eau.

Quénéa Energies Renouvelables, entreprise bretonne basée à Carhaix, est spécialisée dans l'étude et l'installation de systèmes de production électrique à partir d'énergies propres (solaire, éolien) depuis près de 25 ans.

” **Les objectifs du projet sont de développer l'accès à l'eau potable aux populations rurales de la région de Mopti et de rendre les installations de pompage solaire durable en assurant leur maintenance.**

Depuis la création du Réseau Bretagne Solidaire, des groupes projets géographiques et thématiques ont été constitués. Ces groupes permettent aux acteurs bretons qui mènent des actions de coopération (associations, collectivités, acteurs économiques, institutions, citoyens) de se rencontrer, d'échanger sur leurs besoins, de partager des informations et leurs expériences et de mutualiser leurs savoirs et connaissances. Ce sont des espaces de collaboration et de réflexion multi-acteurs qui favorisent la mise en commun d'outils et de moyens, et entraînent l'émergence d'actions communes.

LE GROUPE JEUNESSE

Michèle CASU

> bij de Brest

Notre jeune réseau régional multi-acteurs (RRMA) s'est penché sur les orientations à donner sur les questions de jeunesse et pour ce faire, nous avons pris le temps de consulter les sites internet des autres RRMA, le cadre national des politiques jeunesse et notre contexte régional. En effet, les Régions sont chargées d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives à la politique de la jeunesse.

Le dialogue structuré animé par la Région Bretagne a abouti à la production d'un plan breton de mobilisation d'action pour les jeunes, voté le 10 octobre 2019. Le Comité régional de la mobilité européenne et internationale des jeunes (Coremob) est piloté conjointement par l'État et la Région (la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, le Conseil régional et le Rectorat). Il a pour mission de coordonner et de mettre en réseau les multiples acteurs de la mobilité, qu'ils soient organisateurs, accompagnateurs ou financeurs de programmes.

Depuis sa mise en place, le Coremob breton est très actif et a constitué un réseau de développeurs Erasmus + particulièrement dynamique dont l'expérience est précieuse pour nous. En ce qui concerne la coopération et la solidarité internationale, le Coremob est concerné par les différentes formes de mobilité des jeunes : les volontariats de solidarité internationale (VSI), service

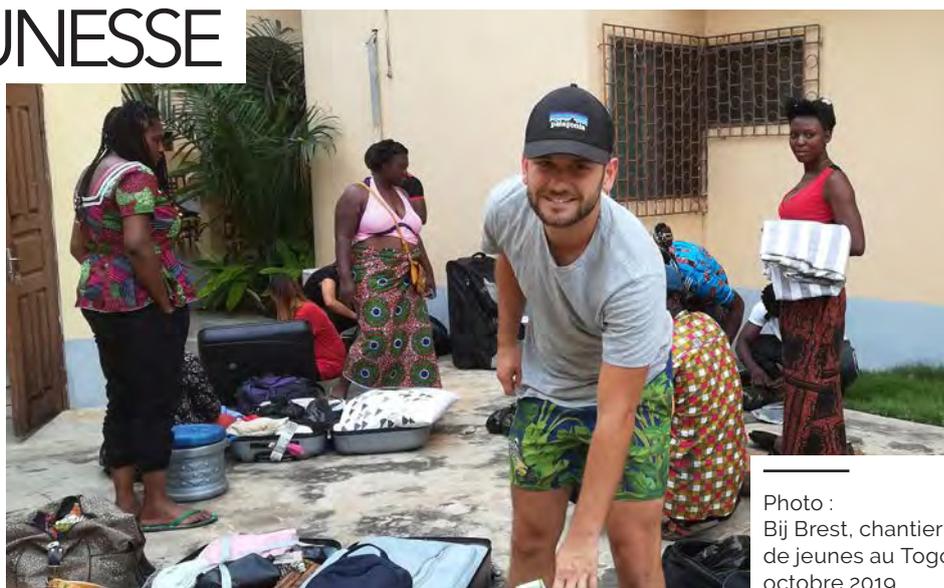


Photo :
Bij Brest, chantier
de jeunes au Togo,
octobre 2019

civique en réciprocité et autres, les chantiers, le Corps européen de solidarité, les échanges, etc.

Nos enjeux et ambitions approuvés en Conseil d'administration

- Être force de proposition sur la coopération internationale et la solidarité au sein du Coremob car la dimension internationale dans celui-ci est insuffisamment développée.

- Proposer la formalisation d'un réseau d'accompagnateurs, professionnels pour la mobilité des jeunes en solidarité internationale : formations, temps forts, partages d'expériences et pratiques en lien avec le réseau régional des « développeurs de la mobilité » du Coremob (en lien avec le projet AFD-Récital*).

- Agir en intermédiation pour le service civique à l'international à partir de notre Agrément de Service Civique : envoi de jeunes en service civique à l'international pour répondre à l'attente et aux besoins exprimés par des collectivités locales ; accueil des jeunes en service civique de réciprocité des pays concernés par les coopérations des collectivités territo-

riales bretonnes : Conseil régional et deux Conseils départementaux pour débiter avec un accompagnement et instructions des dossiers en service civique de réciprocité avec France Volontaires.

- Formaliser, coordonner, accompagner et renforcer l'accueil des jeunes en service civique de réciprocité dans les établissements scolaires et professionnels bretons en s'appuyant sur l'expérimentation de l'accueil des services volontaires européens dans les lycées bretons avec l'appui des institutions concernées.

- Envisager la mise en place d'un ou deux projets de tandems solidaires avec associations, groupes d'élèves à partir des retours d'expérience des autres RRMA.

* Le partenariat avec l'Agence Française de Développement s'est formalisé en 2020 avec les RRMA sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, dans le cadre d'un projet porté par la CIRMA (conférence inter-régionale des réseaux régionaux multi-acteurs) et nommé Récital.

Pour en savoir plus :
consultez le site > bretagne-solidaire.bzh

Photo :
Philippe Dhaussy,
formation de
formateurs à l'UASZ



LE GROUPE NUMÉRIQUE : OPPORTUNITÉS ET RISQUES DU DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE

**Philippe DHAUSSY et
Patrick CHEVALIER**

> Groupement des
Éducateurs sans Frontières

Martin LOZIVIT

> Réseau Bretagne solidaire

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) participent de la mutation socio-économique, politique et culturelle des pays en développement. Il est donc nécessaire de préparer les jeunes à devenir des acteurs du monde de demain en favorisant la réussite scolaire par des méthodes innovantes, en développant l'autonomie, en formant des citoyens responsables à l'ère du numérique et en préparant les élèves aux emplois digitaux de demain.

Pour les ONG qui contribuent à la formation au numérique comme pour celles qui mènent des actions de solidarité, il semble pertinent d'analyser ces mutations et de définir les conditions et modalités nouvelles de leur intervention.

De manière plus générale, les apports des TIC en matière de lutte contre la pauvreté et l'inégalité comportent beaucoup d'exemples convaincants qui méritent d'être partagés : réduction des handicaps des sociétés rurales

et agricoles par le développement de l'e-commerce, amélioration de la sécurité alimentaire, meilleure gestion et valorisation des productions, par les systèmes de l'information géographique et la traçabilité des produits, développement de services utiles à la communauté.

Opportunité, le développement du numérique a aussi ses revers et ses risques sur lesquels les ONG se doivent de réfléchir ensemble et avec les partenaires. De nombreuses questions se posent concernant la maîtrise de la complexité engendrée par ces évolutions technologiques, l'impact social et culturel des technologies, la fracture numérique potentielle. De plus, les interventions des ONG peuvent s'en trouver compliquées ou au contraire plus efficaces suivant qu'on tire ou non parti du potentiel des technologies. C'est ainsi que, dans ce contexte où leurs déplacements devront être limités, celles-ci doivent engager une réflexion

sur les méthodes d'accompagnement de ses partenaires et de capitalisation des expériences.

Le groupe de travail qui s'est constitué au sein de RBS propose un cadre de réflexion pour échanger sur les pratiques en cours, sur les facilités et les difficultés liées au TIC, sur les évolutions nécessaires de l'aide internationale dans ses objectifs, dans ses formes d'intervention, dans ses outils.

Ce groupe souhaite rassembler des compétences et disciplines diverses : sciences de l'éducation et des techniques, sciences humaines, économie, environnement, histoire, philosophie, etc. Ces compétences sont présentes au sein du réseau. C'est une opportunité qu'il nous faut saisir.

Photo :
Antonio Garcia,
Unsplash.com



LE GROUPE ÉNERGIES RENOUVELABLES

Ludovic MERLIÈRE > Quénéa Energies Renouvelables

Aujourd'hui l'accès à l'énergie est un enjeu stratégique et économique majeur, mais il est souvent réalisé au détriment des populations les plus pauvres et avec des impacts environnementaux catastrophiques.

En effet, une majorité des pays en voie de développement utilise les énergies fossiles, charbon et pétrole notamment, pour répondre à leurs besoins. À noter également qu'environ 13 % de la population mondiale ne peut s'offrir l'accès à l'électricité.

Les énergies renouvelables sont les piliers du développement durable et le seront encore plus avec la crise sanitaire que nous traversons. Elles doivent permettre de garantir l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.

D'autre part, l'accès à ce service ne doit pas se faire au détriment de la règle de base qui est que la production et la consommation d'énergie doivent répondre à un besoin. Il est donc primordial que le développement des énergies

renouvelables soit réalisé en corrélation avec une démarche pédagogique et en appliquant les préceptes de l'efficacité et l'efficacité énergétique.

Les objectifs principaux de ce groupe

- Référencer les expertises disponibles sur le territoire,
- Effectuer une veille sur les projets réalisés,
- Mutualiser les retours d'expériences avec les autres RRMA,
- Sensibiliser les acteurs de la solidarité internationale aux enjeux énergétiques,
- Informer et accompagner les porteurs de projets bretons sur la faisabilité,
- Créer des groupes de travail pour que les projets deviennent réalité.

Ce groupe doit permettre aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale d'inclure un sujet parfois jugé trop technique : l'accès à l'énergie et à l'électricité. C'est de plus, un sujet transversal permettant l'amélioration des conditions de vie (santé, éducation, eau, numérique, etc.).

LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS



Lancé il y a plus de 20 ans, le Festival des Solidarités (Festisol) est un rendez-vous international pour promouvoir et célébrer une solidarité ouverte au monde et aux autres. Chaque année en novembre, des associations, collectivités, établissements scolaires, structures socio-culturelles, acteurs d'économie sociale, groupes de citoyens,... organisent en France, mais aussi dans d'autres pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Togo... plus de 4 400 animations conviviales et engagées pour donner aux citoyens de tout âge l'envie d'agir pour un monde juste, solidaire et durable.

L'édition 2020 se déroulera du vendredi 13 au dimanche 29 novembre ! Chaque année, un focus est fait sur la communication nationale du Festisol et cette année, cap sur le climat : un enjeu incontournable de la solidarité internationale.

Cette année, vu le contexte sanitaire, il n'y aura pas de temps national type « Rencontre Nationale des Acteurs ». Cette dernière ayant été reportée début mars compte-tenu des circonstances et reportée sous forme d'atelier dans le cadre de l'Université d'été qui devait avoir lieu fin août à Nantes mais qui a elle-même été reportée à 2021. Le budget de la RNA a été réalloué aux « Coups de pouce » pour soutenir au mieux les collectifs.

À l'heure où nous rédigeons cet article, le Festisol est maintenu dans son organisation classique, même si certains acteurs

au niveau national commencent à envisager des événements qui intègrent des mesures de distanciation sociale.

Suite au questionnaire lancé par le Festisol auprès des collectifs organisateurs, globalement un tiers sont à l'arrêt, un tiers ont une dynamique très perturbée et le reste des acteurs connaissent une dynamique perturbée mais qui se produit globalement. Les outils d'échanges évoluent bien sûr mais également les formats envisagés : balade d'initiative solidaire, portes ouvertes, porteurs de paroles, etc. Les échanges de qualité tendent à être privilégiés plutôt que la quantité de public touché.



Photo :
Markus Spiske,
Unsplash.com

LE FESTIVAL ALIMENTERRE



Coordonné par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), le festival ALIMENTERRE est décliné localement par plus de 1 000 organisations : lycées, cinémas, associations, collectivités territoriales, fermes,... qui proposent pendant la seconde quinzaine de novembre des projections débats à destination de plusieurs publics, avec la possibilité de recevoir des partenaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine pour témoigner.

Toute organisation qui souhaite informer et sensibiliser les citoyens aux enjeux alimentaires locaux et mondiaux peut s'impliquer dans ce festival de films. Le CFSI propose des outils pédagogiques, des films aux droits négociés, des

outils de communication et un accompagnement de proximité réalisé par les coordinateurs territoriaux.

Le Réseau Bretagne Solidaire est désormais identifié par la coordination nationale comme coordinateur départemental en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan, afin de favoriser l'organisation de l'événement sur ces territoires et la constitution de collectifs.

L'organisation du temps fort se poursuit même si l'on sait aujourd'hui que la venue des partenaires est compromise. Projections en plein air, ciné drive, visionnage à domicile,... autant d'options étudiées en cas de maintien de la distanciation sociale. De nouvelles

formes de débats restent aussi à imaginer. Avec le soutien financier de ALIMENTERRE, le Réseau Bretagne Solidaire et le Résia, collectif départemental d'associations de solidarité internationale en Côtes d'Armor et par ailleurs centre de ressources Ritimo, se sont positionnés pour relancer en Bretagne une dynamique interdépartementale afin de favoriser le déploiement du festival en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan. Un effort particulier sera mené pour associer sur ces territoires les professionnels ou futurs professionnels (actuellement en formation en lycées agricoles ou en Maisons Familiales Rurales), acteurs du monde de l'agro alimentaire.



LES SERVICES PROPOSÉS AUX PORTEURS DE PROJETS

Le Réseau Bretagne Solidaire est au service des porteurs de projets, issus de secteurs et sphères d'intervention divers : associations, entreprises, collectivités territoriales, institutions, organismes publics, centres de recherche et de formation, écoles et universités, citoyens,... dans l'appui au montage et à la conception de leurs projets de coopération internationale. C'est une des missions socles du Réseau Bretagne Solidaire d'accompagner les porteurs de projets.

Que ce soit pour trouver des partenaires, vous mettre en relation avec des acteurs ressources, vous aider à réaliser un budget prévisionnel, rechercher des financements ou encore vous proposer des ressources documentaires, l'équipe du Réseau Bretagne Solidaire est là pour vous accompagner et vous conseiller dans la mise en œuvre de votre projet.

N'hésitez pas à nous contacter pour bénéficier de nos conseils ou solliciter un rendez-vous avec nous.

Vous souhaitez rejoindre la dynamique régionale ?

En adhérant au Réseau Bretagne Solidaire, cela vous permet de rencontrer des acteurs qui travaillent sur les mêmes thématiques et zones géographiques que les vôtres. Vous pouvez ainsi échanger sur vos expériences, vos réussites et partager vos connaissances et compétences.

LES ÉVÉNEMENTS À VENIR

OCTOBRE

- 13** Apéroropitch : les énergies renouvelables dans les projets de solidarité internationale
- 15** Festival ALIMENTERRE 2020 jusqu'au 30 novembre

NOVEMBRE

- 13** Festival des solidarités (Festisol) 2020 jusqu'au 29 novembre
- 18** Apéroropitch : les services civiques et volontariats

DÉCEMBRE

- 04** Déjeuner « Coup de pouce » sur la communication

Plus d'informations sur les événements et formations sur notre site internet : bretagne-solidaire.bzh

L'ÉQUIPE SALARIÉE



Sonia Scolan

Directrice



Marine Rouleaud

Chargée de communication

Un.e chargé.e de développement des partenariats est en cours de recrutement et prendra son poste en septembre 2020 pour compléter l'équipe.

Réseau Bretagne Solidaire

50 cours de Chazelle 56100 Lorient
Tél. : 02 97 21 63 24 | contact@bretagne-solidaire.bzh
bretagne-solidaire.bzh



Surproduction de lait :
ici et ailleurs, **les éleveurs**
boivent la tasse.

N'EXPORTONS PAS NOS PROBLÈMES

NEXPORTONSPASNOSPROBLEMES.ORG



Avec le soutien de



Belgium
partner in development